

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE
E/CN.4/SR.144
12 avril 1950

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUARANTE-QUATRIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 3 avril 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) ;
- Article 5 (E/CN.4/387, E/CN.4/398) (suite) ;
- Article 9.

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. STEYAERT	Belgique
	M. SANTA CRUZ	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. ORDONNEAU	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENIEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme CASTILLO LEDON Commission de la condition de la femme

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mme BERG	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)
Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme VERGARA	Union catholique internationale de service social
Mme NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. BERNSTEIN	Comité de coordination d'organisations juives
Mlle SCHAEFER	Union internationale des ligues féminines catholiques
M. SCHMIDT	Pax Romana - Mouvement international des étudiants catholiques

Secrétariat :

M. HUMPHREY	Directeur de la Division des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG (
M. DAS (Secrétaires de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION, DOCUMENT E/1271).

Article 5 (E/CN.4/387, E/CN.4/398) (suite)

1. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare qu'après avoir examiné attentivement les diverses propositions faites à propos de l'article 5 elle a acquis la conviction que le texte proposé par les Etats-Unis et le Chili constitue la meilleure solution. Elle votera donc pour ce texte et contre tous les autres projets qui ont été présentés.
2. La proposition de la France n'est pas satisfaisante du fait que la première phrase du texte proposé par la France est beaucoup trop générale et que la seconde phrase introduit certaines limitations, mais ne le fait pas de façon complète. En ce qui concerne le texte du Royaume-Uni, Mme Roosevelt attire l'attention des membres de la Commission sur le document E/CN.4/383 qui précise certains arguments des Etats-Unis s'opposant à l'adoption de la proposition du Royaume-Uni. Enfin, si le texte même de la proposition de l'Inde est satisfaisant pour la Déclaration universelle des droits de l'homme, il ne l'est pas pour le pacte.
3. En terminant, Mme Roosevelt constate avec regret qu'il n'existe pas de solution parfaite au problème, mais elle considère que le texte proposé par les Etats-Unis et le Chili constitue la solution la plus pratique et la plus simple.
4. M. ORDONNEAU (France) renonce à la première partie de son amendement et accepte d'y substituer la version de l'Inde, d'où le texte : "Tout individu a droit à la vie, nul ne peut sans crime y porter atteinte...".
5. Par ailleurs, M. Ordonneau fait observer que les mots "légitime défense" ont été traduits en anglais par "self-defence" ; ce dernier terme lui semble être beaucoup plus vague que la notion de "légitime défense" du droit français.
6. Mme MEHTA (Inde) déclare que c'est à cause des difficultés de rédaction qu'elle a repris le texte de la Déclaration. Elle demande à la Présidente, au cas où la proposition des Philippines serait rejetée, de mettre aux voix la question de savoir si la Commission désire que le paragraphe 1 soit rédigé de façon positive ou négative. S'il était décidé qu'il doit être rédigé de façon positive, la Commission n'aurait plus à considérer que les propositions de la France et de l'Inde. Dans le cas contraire, elle pourrait se limiter à la proposition du Royaume-Uni et à celle des Etats-Unis et du Chili.
7. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que l'amendement de la Yougoslavie doit être considéré comme une addition au paragraphe 4 et non comme une substitution. Il est exact que, dans certains pays, il n'existe aucune forme d'amnistie et

que, dans d'autres pays, des lois existantes interdisent l'amnistie pour certains délits. L'amendement de la Yougoslavie est, par conséquent, assez étroit, mais il n'est pas inutile et il compléterait heureusement le paragraphe 4.

8. En ce qui concerne le paragraphe 1, M. Jevremovic appuie le texte de la France qu'il considère comme très satisfaisant, surtout depuis que le représentant de la France l'a lui-même modifié.

9. En ce qui concerne les paragraphes 2 et 3, il préfère le texte actuel. Il approuve l'amendement de l'Egypte, mais demande à M. Ramadan de ne pas préciser d'âge du fait que l'âge de la majorité n'est pas le même dans tous les pays. Il suggère de remplacer les mots "âgé de moins de 17 ans" par "qui n'ont pas encore atteint leur majorité"⁽¹⁾. Par ailleurs, le paragraphe, dans son ensemble, traite de la peine de mort et il ne serait peut-être pas indiqué d'y mentionner les travaux forcés, quoique cette peine doive être exclue pour les délinquants mineurs.

10. M. RAMADAN (Egypte) déclare avoir simplement repris une disposition qui figure dans le code pénal de son pays. Il ne s'oppose pas à la suggestion de la Yougoslavie, mais fait observer que les termes "qui n'ont pas encore atteint leur majorité"⁽¹⁾ sont vagues et imprécis.

11. M. HOARE (Royaume-Uni) rappelle qu'il a exposé pourquoi il estime qu'il faut considérer le texte de l'article 5, non comme un énoncé général de principes à appliquer et de buts à atteindre, mais comme un texte juridique établissant avec la plus grande précision possible les obligations qu'encourront les Etats signataires du pacte. Or, de tous les textes proposés pour cet article, seul le texte du Royaume-Uni définit ces obligations avec autant de précision que possible.

12. M. Hoare rappelle qu'il a fait de son mieux pour répondre aux objections des Etats-Unis (E/CN.4/383) et remarque qu'il n'a pas entendu d'autres objections de fond.

13. L'amendement des Philippines vise en fait à ne laisser dans le cadre de l'article 5 que la question de la peine capitale. Ceci n'est pas suffisant et l'orateur estime qu'on devrait s'efforcer de déterminer exactement ce qui constitue un délit et quelles sont les exceptions au principe général que l'on peut autoriser. Si la Commission acceptait la thèse du Secrétaire général (E/CN.4/387), le représentant du Royaume-Uni devrait voter contre l'amendement des Philippines, étant donné ses conséquences.

(1) Traduction provisoire

14. La PRÉSIDENTE déclare que la proposition des Philippines signifie évidemment que l'article 5 traite essentiellement de la peine capitale. Mais cette proposition, si elle était adoptée, ne signifierait pas que le texte en question ne pourrait pas être rattaché ultérieurement à un autre article.

15. M. RAMADAN (Egypte) fait observer que la Déclaration peut contenir des pétitions de principe mais que le pacte est un instrument juridique. Il est préférable, par conséquent, de fondre les deux premiers paragraphes, car le premier est en fait une pétition de principe. M. Ramadan s'oppose à ce qu'on formule les cas où la peine de mort est permise, car on irait ^{alors} très loin. On pourrait par exemple se demander si l'euthanasie peut être permise.

16. M. WHITLAM (Australie) ne voit guère de possibilité d'accord général sur le texte de l'article 5 tant qu'il conservera sa forme initiale. Il ne s'oppose en aucune façon à la disposition qui figure dans la Déclaration; le problème consiste à savoir comment on peut traduire le principe général qui figure dans la Déclaration pour en faire une disposition qui figurera dans le pacte et qui deviendra une disposition du droit positif international.

17. M. Whitlam préférerait qu'il y ait deux articles au lieu d'un: le premier traiterait de la peine capitale et l'autre de la privation de la vie par l'Etat ou par un individu. Si l'on acceptait cette solution, il n'y aurait plus de divergence d'opinion. Dans l'état actuel des choses, M. Whitlam appuie la proposition des Philippines qui permettrait, si elle était adoptée, de reprendre l'examen du problème sur un plan différent et qui aiderait peut-être à cristalliser les idées. Si la proposition des Philippines était rejetée, M. Whitlam appuierait la proposition du Royaume-Uni.

18. M. MALIK (Liban) constate qu'il s'agit d'un article très difficile et dont on ne semble pas avoir compris jusqu'ici toute la portée. Il est d'accord avec M. Hoare pour penser que, dans le cas d'un document tel que le pacte, un article visant un droit aussi fondamental que le droit à la vie devrait être rédigé de façon aussi précise et complète que possible. Il est exact d'autre part qu'il y a un nombre apparemment illimité d'exceptions à une telle disposition.

19. Le problème consiste donc à réconcilier les deux points de vue et à rédiger un texte assez précis pour envisager tous les cas probables et dont l'interprétation ne saurait être discutée.

20. C'est le représentant du Royaume-Uni qui a posé le problème fondamental, celui de savoir si la Commission s'efforce de protéger la vie humaine contre les actes de l'Etat, ou bien non seulement contre les actes de l'Etat mais aussi contre ceux de personnes privées. Il faut trancher ce dilemme. Il est évident que la Commission ne saurait examiner les codes pénaux nationaux de chaque pays. Mais il est vrai, d'autre part, que les signataires du pacte s'engageront formellement à appliquer les dispositions figurant dans cet instrument.

21. M. Malik pense qu'on pourrait dire que chaque Etat a le devoir de protéger par la loi la vie humaine, sans mentionner le cas où la mort est infligée par une personne privée et sans entrer dans les détails de tous les cas où la vie doit être protégée et où les personnes qui violent le code pénal doivent être punies.

22. Une telle disposition obligerait les Etats signataires à avoir un code pénal satisfaisant. La Commission n'aurait plus à s'inquiéter des exceptions et pourrait examiner la question de la peine capitale et étudier les exceptions précises qui sont mentionnées dans le texte du Royaume-Uni.

23. Selon M. Malik, les dispositions de l'article 5 doivent couvrir quatre plans différents :

1° - L'article 5 doit comprendre l'affirmation fondamentale du caractère sacré de la vie humaine. Le texte de la France, avec l'amendement du Liban, est parfaitement satisfaisant sur ce point.

2° - L'article 5 doit comprendre une disposition selon laquelle chaque Etat protégera la vie humaine dans son propre code pénal. M. Malik propose à ce sujet le texte suivant : "Tout individu a droit à la vie. Ce droit est protégé par la loi". Il ne serait pas possible d'exercer une discrimination en appliquant une telle disposition, étant donné les dispositions de l'article 20 relatives à la non-discrimination. Par conséquent, ce texte suffirait pour envisager toutes les violations du droit à la vie par une personne privée.

3° - L'article 5 doit comprendre une disposition relative à la peine capitale. M. Malik suggère le texte suivant :

"La mort ne sera pas infligée intentionnellement, si ce n'est en exécution d'une sentence capitale dans les pays où existe cette peine, et ce, en application de la loi et en vertu d'une condamnation prononcée par un tribunal indépendant et compétent".

4° - Il existe enfin certains cas que l'on peut énumérer de manière précise et dans lesquels la mort ne sera pas considérée comme étant infligée intentionnellement lorsqu'elle aura été infligée par des fonctionnaires de l'Etat agissant conformément aux ordres réguliers qu'ils ont reçus. M. Malik suggère le texte suivant :

"La mort infligée par des agents de l'Etat ne sera pas considérée comme infligée intentionnellement si elle résulte de l'emploi de la force dans la mesure strictement nécessaire à l'exercice, par ces agents, de leurs fonctions officielles :

"i) Pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale ;

"ii) Pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ;

"iii) Pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection ou pour empêcher, de même, quelqu'un de pénétrer dans un endroit nettement déterminé dont l'accès est interdit pour des raisons de sécurité nationale".

24. Un article qui contiendrait ces quatre dispositions d'ordre différent envisagerait ainsi tous les cas possibles. M. Malik est d'ailleurs disposé à accepter des amendements susceptibles d'améliorer son texte. Le point essentiel est de protéger la vie de toute personne des abus de force de la part de l'Etat.

25. M. WHITLAM (Australie) estime que la Commission ne saurait guère voter sur les différents textes proposés pour l'article 5, après l'exposé que vient de faire M. Malik. Il propose d'étudier de façon approfondie la proposition de M. Malik et considère qu'il serait très regrettable de ne pas explorer toutes ses possibilités pour arriver à un accord général sur un texte relatif à un droit aussi fondamental que le droit à la vie.

26. M. ORIBE (Uruguay) est d'accord avec M. Whitlam sur le fait qu'il conviendrait d'ajourner le vote sur l'article 5 jusqu'au moment où les membres de la Commission auront eu la possibilité d'étudier la suggestion du représentant du Liban.

27. M. Oribe votera pour la proposition des Philippines qui vise à supprimer le paragraphe 1 étant donné que, à son avis, le pacte doit viser à établir des relations précises entre l'Etat et les individus. Il reconnaît, d'autre part, avec M. Malik qu'il faut toutefois tenir compte des relations entre individus et il exprime l'espoir que l'on pourra aboutir à un texte satisfaisant pour tous en partant de la proposition du Liban.

28. M. Oribe estime que la proposition des Etats-Unis et du Chili en ce qui concerne le paragraphe 1 aurait pratiquement le même effet que la proposition des Philippines. En effet, si on introduisait le mot "arbitrairement" dans le paragraphe 1, on limiterait le cadre de l'article 5 à la seule peine capitale. En prohibant la privation arbitraire de la vie on autoriserait la privation non-arbitraire. Il faut donc définir ce que signifie exactement "arbitrairement" ; lorsqu'elle a examiné le projet de déclaration universelle des droits de l'homme, la Troisième Commission entendait par "arbitrairement" le contraire de "légalement".

29. Si, par conséquent, on insérait au paragraphe 1 le mot "arbitrairement", cela signifierait qu'on défend d'infliger la mort quand une telle action n'est pas légale. Or les seules circonstances légales dans lesquelles on peut infliger la mort sont réalisées lorsque la peine de mort a été décidée par un tribunal. Par conséquent, l'adoption de la proposition des Etats-Unis et du Chili restreindrait le sens de l'article 5, comme le craignait M. Hoare.

30. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis, déclare que le mot "arbitrairement" introduit par la proposition des Etats-Unis et du Chili est utilisé dans son sens courant. Elle reconnaît que le choix du terme n'est peut-être pas parfait, mais elle considère que c'est le mot le plus acceptable.

31. Mme Roosevelt estime que l'insertion du mot "arbitrairement" au paragraphe 1 permettrait de conserver une tournure affirmative au texte de ce paragraphe et autoriserait en même temps certaines exceptions.

32.. M. ORIBE (Uruguay) rappelle qu'on reconnaît en général que l'état de droit s'oppose à l'état d'arbitraire. C'est cette interprétation qui déterminera le vote de M. Oribe.

33.. M. HOARE (Royaume-Uni) constate que M. Malik cherche à classer en quatre catégories différentes les éléments qui constituent le texte du paragraphe 5 et il a déclaré que la quatrième catégorie qu'il envisageait comprenait les cas énumérés au paragraphe 3 du texte du Royaume-Uni. Or, ce dernier texte est rédigé en termes très généraux et les actes qui y sont énumérés ne sont pas forcément ceux des seuls fonctionnaires du gouvernement. C'est ainsi que tout citoyen britannique a le devoir non seulement d'aider les fonctionnaires chargés d'appliquer la loi, mais même, en cas d'urgence, de prendre l'initiative et de faire observer la loi. La quatrième catégorie mentionnée par M. Malik pourrait donc être éliminée du fait qu'elle fait double emploi avec la deuxième.

34.. M. MALIK (Liban) ne croit pas que le texte qu'il a proposé rende l'article 5 imprécis. M. Hoare a fait observer que seules les trois premières catégories seraient nécessaires et qu'on pourrait éliminer la quatrième catégorie du fait que les dispositions qu'elle contient figurent dans les divers codes pénaux ou sont déjà des coutumes admises. Il a raison en ce sens que les dispositions entrant dans la quatrième catégorie doivent faire partie d'un système pénal. Mais les dispositions de la deuxième catégorie s'appliquent au code pénal dans son ensemble; par contre, les dispositions de la quatrième catégorie visent à soustraire à la juridiction exclusive des codes pénaux nationaux certains cas sur lesquels tous les membres de la Commission peuvent se mettre d'accord, et à les introduire dans le cadre du droit pénal international. Ainsi donc les dispositions de la quatrième catégorie visent à limiter les prérogatives de l'Etat, ce qui constitue un progrès.

35.. La PRESIDENTE propose d'ajourner le vote sur les diverses propositions relatives à l'article 5 et de fixer à mardi soir le délai limite pour la présentation des nouveaux amendements.

Il en est ainsi décidé.

Article 9

36. La PRESIDENTE invite la Commission à examiner l'article 9. Elle rappelle que la Commission a décidé qu'il ne sera pas procédé à un vote sur l'ensemble de cet article avant qu'un vote définitif n'ait eu lieu sur l'article 4.

37. Il est à prévoir que les débats sur l'article 9 seront difficiles.

38. Mme Roosevelt donne lecture des paragraphes 1 à 6 de l'article 9 et rappelle que les représentants de l'Australie, du Danemark, de la France, du Liban et du Royaume-Uni ont proposé d'insérer dans cet article une énumération des exceptions au principe suivant lequel nul ne peut être privé de sa liberté.

39. M. RAMADAN (Egypte) pense que le texte français du paragraphe 2 de l'article 9 est mal rédigé et que les paragraphes 3, 4 et 5 en sont imprécis. C'est ainsi que le paragraphe 4 prévoit que toute personne arrêtée ou détenue sous l'accusation d'une infraction ou d'une tentative d'infraction aura le droit d'être jugée dans un "délai raisonnable". Quel sera le critérium qui permettra de déterminer ce délai ? De même, le paragraphe 5 prévoit que quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours permettant à un tribunal de statuer "dans le plus court délai" sur la légalité de sa détention. Là encore il y aurait lieu de préciser ce délai, car le pacte est une convention juridique qui doit être rédigée en termes très précis.

40. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, estime qu'il faut examiner l'article 9 paragraphe par paragraphe. Toutefois, les paragraphes 1 et 2 doivent être examinés ensemble.

41. La délégation des Etats-Unis appuie le texte actuel des paragraphes 1 et 2. La Commission a déjà décidé à ses sessions de 1947, de 1948 et de 1949 d'incorporer ces textes dans le pacte. Il semble qu'elle ne puisse faire autrement que de confirmer ses précédentes décisions.

42. Le Comité de rédaction a étudié d'une façon approfondie le texte de la première partie de l'article 9. Lorsqu'il a examiné la proposition du Royaume-Uni tendant à insérer dans cet article une liste d'exceptions au principe qu'il pose, il a établi une liste qui comprenait environ quarante cas d'exceptions et a estimé que, s'il fallait établir une liste complète de tous les cas d'exceptions, cette liste en comporterait encore davantage. Lorsqu'à sa session

de 1949 la Commission a examiné la liste dressée par le Comité de rédaction ainsi que la proposition du Royaume-Uni réduisant cette liste à cinq cas, elle a rejeté la proposition tendant à faire figurer les cas d'exceptions dans l'article 9. Le Royaume-Uni reprend aujourd'hui sa proposition et la représentante des Etats-Unis estime que la Commission doit à nouveau rejeter cette proposition. En effet, si l'on incorporait une liste de cas d'exceptions dans l'article 9, cela équivaudrait à faire du pacte un document limitatif. Aussi Mme Roosevelt pense-t-elle que le texte actuel des paragraphes 1 et 2 est bien préférable à celui proposé par le représentant du Royaume-Uni.

43. La liste des exceptions proposées à l'article 9 par le représentant du Royaume-Uni soulève les mêmes difficultés que celles proposées à l'article 5. On peut citer, à titre d'exemples, de nombreux cas d'exceptions qui n'ont pas été prévus par le représentant du Royaume-Uni, tels que : 1) la détention d'un mineur par ses parents, non régulièrement décidée pour sa surveillance éducative; 2) la détention d'une personne dans le but de la protéger contre un attentat; 3) la détention d'une personne en vertu d'une ordonnance de quarantaine; 4) la détention accidentelle ou involontaire; 5) la détention d'un témoin dans le but d'assurer sa comparution devant un tribunal ou sa protection; 6) la détention d'un accusé en vue d'introduire une action devant le tribunal civil pour actes délictueux; 7) la contrainte exercée sur des membres du corps législatif par les huissiers de l'assemblée, en vue de permettre l'obtention du quorum; 8) l'arrestation et la détention d'une personne pour outrages à une assemblée législative et sur l'ordre du président de cette assemblée; 9) la détention d'un marin sur l'ordre d'un capitaine de navire, pour insubordination; 10) la détention volontaire et consentie, en vertu de la législation britannique, des ivrognes invétérés; 11) la détention, en vertu de cette même législation, de certains indigents avant qu'ils ne soient autorisés à quitter un asile.

44. Mais, même si l'on incorporait dans l'article 9 tous ces cas d'exceptions, la liste n'en serait pas complète. C'est pourquoi la représentante des Etats-Unis ne pense pas qu'il convienne d'adopter la façon de voir du représentant du Royaume-Uni mais qu'il convient au contraire de s'en tenir au texte actuel des paragraphes 1 et 2.

45. M. HOARE (Royaume-Uni) dit qu'il ne lui apparaît pas facile, après les déclarations de la représentante des Etats-Unis, de plaider en faveur de l'incorporation d'une liste de cas d'exceptions dans l'article 9. Toutefois, M. Hoare fait observer qu'il n'est pas le seul à préconiser cette insertion. Sa proposition a été approuvée par les représentants de l'Australie, du Danemark, de la France et du Liban. Le représentant de l'Egypte vient, d'autre part, de faire une déclaration favorable à cette proposition.

46. M. Hoare partage l'avis de la représentante des Etats-Unis suivant lequel on se trouve ici en présence des mêmes difficultés que pour l'article 5. Toutefois, il est nécessaire de prévoir des dispositions aussi précises que possible. Certes, si l'on veut prévoir tous les cas d'exceptions, leur nombre dépassera certainement quarante, mais M. Hoare est persuadé que l'on peut réduire ce nombre aux cinq cas énumérés dans le projet commun. A son avis, ces cinq cas comprennent toutes les exceptions légitimes au principe énoncé au paragraphe 1 de cet article. Sans doute, certains cas énoncés par la représentante des Etats-Unis ne figurent pas dans cette énumération, mais il s'agit là d'atteintes portées à la liberté des personnes par d'autres personnes et, s'il fallait énumérer toutes les formes que peuvent prendre ces atteintes à la liberté individuelle, on serait entraîné dans une énumération interminable. Par contre, il est possible et indispensable de définir et de limiter les cas où l'Etat peut légalement porter atteinte à la liberté des individus. C'est précisément là l'objet du projet commun, qui revêt par conséquent une grande importance et que la Commission doit retenir.

47. En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 du texte actuel de l'article 9, doit-on les considérer comme indépendants ou comme complémentaires ? La première ligne du paragraphe 2 constitue-t-elle une définition de l'arbitraire ou en exprime-t-elle une nouvelle conception ? Dans le premier cas, quel est alors le sens du mot "arbitraire" au paragraphe 1 ? Quoi qu'il en soit, la Commission ne peut pas conserver le texte actuel de ces paragraphes. Le texte proposé par le Royaume-Uni est de beaucoup préférable car il représente une tentative d'empêcher les atteintes illégales portées par l'Etat à la liberté des personnes.

48. La PRESIDENTE fait observer que le paragraphe 1 de l'article 9 concerne les arrestations et les détentions arbitraires et illégales alors que le paragraphe 2 concerne les détentions légales.

49. M. MALIK (Liban) désire faire deux observations d'ordre général. La première concerne la portée de l'article 9. Le texte de cet article a été rédigé il y a deux ans. Depuis, la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée et proclamée. Or cette Déclaration étend sa protection aux exilés. Elle ne cadre donc pas avec l'article 9 du projet de pacte. La Commission doit en conséquence examiner s'il n'y aurait pas lieu de faire concorder sur ce point la Déclaration et le projet de pacte.
50. Le deuxième point concerne les déclarations qu'il a faites au sujet de l'article 5. Il faut faire une distinction entre les mesures de protection à prendre contre une action arbitraire des gouvernements et celles qu'il faut prévoir contre une action arbitraire des personnes. M. Malik pense, comme le représentant du Royaume-Uni, que ces deux catégories de mesures doivent faire l'objet de paragraphes distincts. Il faut faire entrer dans la compétence des législations nationales toute atteinte portée à la liberté par les personnes, en incorporant dans l'article 9 une disposition qui proclamerait, par exemple, que toute personne a droit à la protection des lois. Mais l'objectif essentiel du pacte doit être de protéger la liberté des personnes contre l'arbitraire des gouvernements et le reste de l'article doit rester consacré à cet aspect de la question. Ainsi seraient conciliées les préoccupations du représentant du Royaume-Uni et celles de la représentante des Etats-Unis.
51. La PRESIDENTE rappelle que le texte de l'article 9 a été rédigé par la Commission à sa dernière session avec beaucoup de soin.
52. Mme MEHTA (Inde) fait observer que la Commission a adopté l'article 9 paragraphe par paragraphe mais non pas dans son ensemble, car son sort dépendait de celui de l'article 4. Il ne faut pas rouvrir la discussion sur ce point. L'article 9 traite de la liberté des personnes. Son premier paragraphe est inspiré de la Déclaration universelle des droits de l'homme mais il ne fait pas mention de l'exil. Le second paragraphe de cet article a pour objet la privation de liberté qui ne peut être justifiée que pour des motifs prévus par la loi et conformément aux procédures nationales. Les paragraphes 3, 4 et 5 apparaissant acceptables au représentant du Royaume-Uni, c'est donc seulement sur le paragraphe 1 que porte le désaccord. L'Inde a toujours été opposée à l'introduction d'une liste de cas d'exceptions dans le projet d'article 9. Toutefois, elle n'y verrait pas d'inconvénients, si cette liste n'était donnée qu'à titre d'exemple et ne prétendait pas être complète et limitative.

53. Pour conclure, la représentante de l'Inde propose de voter sur l'article 9, paragraphe par paragraphe, afin qu'une décision soit prise le plus tôt possible.

54. M. SANTA CRUZ (Chili) rappelle que sa délégation a souligné à plusieurs reprises qu'il était impossible d'énumérer, de façon complète et précise, toutes les exceptions au principe énoncé au paragraphe 2 de l'article 9. S'il est difficile en effet de prévoir tous les cas dans lesquels une personne pourrait être légalement privée de sa vie, il est encore plus difficile d'énumérer les cas dans lesquels elle pourrait être privée de sa liberté, car ces derniers sont plus nombreux. La liste d'exceptions envisagée par le représentant du Royaume-Uni est incomplète parce qu'elle ne prévoit pas de nombreux cas de privation de liberté, non seulement du fait d'un individu, mais également du fait de l'Etat. C'est ainsi que, parmi les exceptions, ne figure pas la privation de liberté, prévue dans la plupart des codes militaires, pour cause d'insubordination, de désertion ou autres infractions aux règlements militaires. Or aucun pays ne serait disposé à considérer la privation de liberté pour de pareils motifs comme étant contraire aux droits fondamentaux de l'homme.

55. Le représentant du Chili déclare que, si les dix-huit membres de la Commission ont trouvé une quarantaine d'exceptions à la règle énoncée à l'article 9, l'Assemblée générale, qui est composée de cinquante-neuf Etats Membres, en trouvera vraisemblablement beaucoup d'autres.

56. M. Santa Cruz reconnaît, avec le représentant du Royaume-Uni, qu'il convient de rédiger un pacte aussi précis que possible. Mais, s'il s'agissait de choisir entre un pacte qui ne formulerait pas les exceptions et un pacte qui en contiendrait une liste incomplète, M. Santa Cruz serait partisan du premier. En conséquence, il votera pour le texte de l'article 9 proposé par la Commission et contre tout texte contenant une liste d'exceptions.

57. En ce qui concerne le terme "arbitraire", qui figure au paragraphe premier, M. Santa Cruz estime que ce mot n'est pas synonyme de l'expression "contraire à la loi", mais signifie plutôt "injuste". Ce mot est certes vague mais il doit être maintenu à défaut d'un terme plus précis.

58. Enfin, pour ce qui est de l'amendement de l'Egypte, tendant à remplacer les mots "conformément à la procédure" par les mots "conformément à la législation pénale" (E/CN.4/400), M. Santa Cruz fait remarquer que, dans certains pays, les lois sur la privation de liberté ne sont pas toutes incorporées dans le code pénal. C'est ainsi qu'au Chili les lois concernant la liberté individuelle figurent dans le code de procédure civil et non dans le code pénal.

59. M. RAMADAN (Egypte) déclare que, pour donner satisfaction aux pays dont les lois sur la liberté individuelle ne figurent pas au code pénal, il serait disposé à ajouter à son amendement, à la suite des mots "législation pénale", les mots "et de la procédure".

60. En ce qui concerne la question de savoir s'il est opportun d'introduire dans cet article la notion de l'exil, de manière à rendre l'article conforme à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, M. Ramadan souligne que l'exil est une mesure d'ordre politique qui ne devrait pas être mise sur le même plan que les mesures d'ordre judiciaire telles que la détention ou l'arrestation.

61. Enfin, le représentant de l'Egypte s'oppose à l'énumération des exceptions à la règle énoncée à l'article 9, attendu que toute énumération est nécessairement limitative.

62. M. ORDONNEAU (France) estime que l'amendement de l'Egypte n'est pas conforme à l'esprit de l'article 9 et risque, s'il est accepté, de laisser en dehors de son domaine d'application plusieurs cas qui ne sont pas prévus par les législations pénales proprement dites, tels le cas de la privation de liberté des militaires auquel a fait allusion le représentant du Chili, et celui de l'internement des aliénés.

63. M. KYROU (Grèce) s'associe aux observations du représentant de la France et il estime que les termes "conformément à la procédure" visent implicitement la procédure pénale.

64. M. RAMADAN (Egypte) se déclare disposé à ne pas insister sur son amendement si l'on remplaçait les mots "pour des motifs" par une expression plus précise.

65. La PRESIDENTE fait remarquer que le texte anglais du deuxième paragraphe est parfaitement clair. Elle invite donc les délégations de langue française à se mettre d'accord sur un texte satisfaisant.

66. M. ORDONNEAU (France) reconnaît que l'expression "pour des motifs" traduit assez mal les mots du texte anglais "on the grounds". C'est là une question qui mérite réflexion. Mais il est possible d'améliorer d'ores et déjà le texte en mettant le mot "prévue" au masculin pluriel de manière à le faire accorder avec le mot "motifs".

67. M. SORENSON (Danemark) rappelle que, à la précédente session, les avis ont été très partagés au sujet du premier paragraphe de l'article 9. La délégation du Danemark avait appuyé alors la position du Royaume-Uni et elle persiste à penser, comme lui, qu'il conviendrait de rédiger ce paragraphe de manière à éviter toute ambiguïté possible. Constatant néanmoins que les vues soutenues par la minorité ont trouvé peu d'écho auprès des gouvernements, la délégation du Danemark se demande s'il ne faudrait pas rechercher un moyen de concilier les divergences d'opinions plutôt que de continuer à soutenir des thèses opposées. C'est la raison pour laquelle M. Sorenson serait disposé à appuyer un texte du genre de celui qui a déjà obtenu le soutien de la majorité, à condition que le premier et le deuxième paragraphes soient réunis en un seul comme suit :

"Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire, ou être privé de sa liberté, de quelque façon que ce soit, si ce n'est pour des motifs, etc..."

68. Mme MEHTA (Inde) rappelle que le texte initial du deuxième paragraphe proposé par le Comité de rédaction commençait par les mots "en conséquence", parce que le Comité voulait que ces deux paragraphes fussent organiquement liés.

69. M. WHITLAM (Australie) déclare que la délégation de l'Australie a appuyé, à la session précédente, le point de vue du Royaume-Uni et qu'elle continue à l'appuyer parce qu'elle estime que les exceptions énumérées dans la proposition du Royaume-Uni sont suffisantes au regard des fins poursuivies par le pacte, en même temps que nécessaires. La notion de la liberté individuelle est une notion très ancienne et bien définie; il serait dangereux d'éliminer d'un instrument juridique obligatoire des définitions qui sont le fruit d'une longue expérience.

70. La délégation de l'Australie ne saurait donc donner son appui au texte actuel proposé par la Commission; elle préférerait que les deux premiers paragraphes de ce texte soient réunis en un seul et soient suivis des exceptions énumérées dans le texte figurant à l'annexe II du document E/1371.

71. M. ORIBE (Uruguay) déclare que l'article 9 pose le même problème fondamental que l'article 5. L'Etat peut en effet avoir deux sortes d'obligations, celle de respecter et celle de garantir les droits individuels. Il s'agit donc de savoir s'il convient d'énoncer, dans le pacte, l'une de ces obligations ou les deux à la fois. C'est à cela que se réduit la divergence entre le point

de vue du Royaume-Uni et celui des délégations qui soutiennent une thèse opposée.

72. Le représentant de l'Uruguay déclare que le principe de la légalité de la privation de liberté pose des problèmes importants, car il s'agit d'assurer la légalité de celle-ci aussi bien sur le plan international que sur le plan interne. Il ne suffit pas de stipuler que nul ne peut être privé de sa liberté que conformément à la législation interne des pays, parce que certaines législations pourraient être trop sévères et constituer, dans certains cas, la négation des normes minima de justice. Pour être légale, il faut donc que toute atteinte à la liberté individuelle soit conforme aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Charte des Nations Unies.

73. Enfin, le représentant de l'Uruguay estime qu'il convient de déterminer la loi par rapport à laquelle la privation de liberté doit être considérée comme légale. Ici encore, il convient de s'inspirer de la solution de l'article 5, à savoir que nul ne doit être privé de sa liberté si ce n'est en vertu d'une loi déjà en vigueur. C'est l'application du principe fondamental "Nullum crimen, nulla poena, sine lege".

74. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à présenter leurs amendements à l'article 9 avant le 4 avril à midi, afin que la Commission soit en mesure de se prononcer sur cet article au cours de la séance de l'après-midi du 4 avril.

75. Elle fait part ensuite à la Commission d'une lettre du Département de l'information demandant si, en raison de l'intérêt suscité par les travaux de la Commission, celle-ci ne pourrait pas se réunir dans la salle du Conseil économique et social. Pour sa part, Mme Roosevelt estime que la Commission travaille plus à son aise dans une salle de conférence; toutefois cela ne doit pas l'empêcher de se réunir de temps à autre dans la salle du Conseil économique et social.

76. M. SANTA CRUZ (Chili) et M. MALIK (Liban) estiment que la Commission devrait se réunir dans la salle du Conseil économique et social. Cela ne gênerait en rien ses travaux et permettrait à un public plus nombreux d'assister aux séances.

77. M. KYROU (Grèce) est d'avis que la Commission ne doit pas créer l'impression qu'elle cherche à donner une publicité excessive à ses travaux.

78. La PRESIDENTE met aux voix la question du lieu de réunion de la Commission.

Par 7 voix contre 2, avec 3 abstentions, la Commission décide de ne se réunir qu'exceptionnellement dans la salle du Conseil économique et social.

La séance est levée à 17 heures 30.